



# L'EFFORT DE DÉFENSE DOIT CONDUIRE À PLUS D'EUROPE

Membres du Comité scientifique  
d'ARES Group

Avril 2022

*Les points de vue exprimés ici sont ceux des auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement ceux de l'organisation à laquelle ils appartiennent.*

## PRÉSENTATION DES AUTEURS

**Felix Arteaga** / Analyste Senior, the Elcano Royal Institute

**Renaud Bellais** / Université Grenoble-Alpes

**Olivier de France** / Directeur de recherche, IRIS

**Sylvie Matelly** / Directrice adjointe, IRIS

**Jean-Pierre Maulny** / Directeur adjoint, IRIS

**Alessandro Marrone** / Directeur du Programme défense, IAI

**Margarita Šešelgytė** / Directrice de l'institut des relations internationales et des sciences politiques à l'Université de Vilnius

**Edouard Simon** / Directeur de recherche, IRIS

**Trevor Taylor** / Chercheur universitaire, RUSI

**Daniel Fiott** and **Dick Zandee** / Membres du Comité scientifique d'ARES Group

*Une tribune également publiée par Les Echos le 6 mai 2022.*

---



Le groupe de recherche Ares, coordonné par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), a pour objectif de mettre en réseau à haut niveau les experts européens de l'armement afin de nourrir le débat, d'informer l'opinion publique, et de fournir des analyses sur les problématiques liées à l'armement aux autorités publiques nationales et européennes ainsi qu'aux acteurs industriels.

[iris-france.org/ares](https://iris-france.org/ares)



@AresGroup\_EU



ARES Group - EU

La guerre est de retour en Europe. L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine a forcé les Européens à reconnaître que la guerre n'appartenait pas au passé et qu'elle n'était pas réservée qu'aux autres. Les dirigeants ont réagi en s'engageant à remédier à leur faiblesse militaire. L'Allemagne a annoncé la création d'un fonds de 100 milliards d'euros consacré aux acquisitions de défense et a promis de consacrer 2 % de son produit intérieur brut (PIB) à la défense. Depuis le 21 février, la Belgique, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Suède, l'Espagne et l'Italie ont annoncé une augmentation de leurs dépenses de défense.

Après des décennies de sous-investissement chronique, les Européens semblent avoir reconnu que des moyens crédibles pour garantir la sécurité de leurs propres citoyens sont une condition préalable nécessaire pour protéger l'Europe. Mais ils ne peuvent pas se contenter de dépenser davantage pour leurs armées, ils doivent aussi apprendre à dépenser beaucoup mieux.

Collectivement, les capitales européennes dépensent plus pour la défense que la Chine ou la Russie. Mais les chiffres ne suffisent pas, comme le prouve l'incapacité de longue date de l'Europe à combler les lacunes capacitaires essentielles telles que le ravitaillement en vol, le transport aérien stratégique ou les capacités de reconnaissance et de renseignement, objectif pourtant fixé depuis la fin des années 1990. Des dépenses dispersées et incohérentes ne peuvent qu'aggraver le problème en créant des moyens encore plus fragmentés et des armées encore moins interopérables.

Or le cadre économique et réglementaire européen offre à tous une occasion historique de dépenser de manière plus coordonnée et cohérente. L'adoption récente par l'Union européenne de la boussole stratégique, sorte de livre blanc européen sur la défense, montre sa volonté de donner un nouvel élan à son ancien objectif de « définition progressive d'une politique de défense commune ». Deux défis majeurs se posent toute fois si les Européens veulent mettre en adéquation leurs nouvelles ambitions et leurs nouveaux moyens.

De manière contre-intuitive l'augmentation soudaine des budgets de défense pourrait ne pas renforcer la capacité collective de l'Europe à répondre à une agression militaire si les besoins à court terme sont couverts au détriment des investissements à long terme, comme c'est le cas ces dernières semaines. Or, les Européens doivent se préparer à la menace du jour mais aussi aux éventuelles guerres des années 2030 et 2040. Une mauvaise coordination et un court-termisme accru risquent de saper les efforts en cours pour renforcer l'autonomie stratégique et la base industrielle technologique et de défense de l'Europe. Le risque est réel de voir les Européens acquérir massivement des capacités disponibles à brève échéance produites en dehors de l'Europe au détriment d'équipements européens.

De même, l'urgence de développer rapidement nos capacités militaires ne doit pas se faire au détriment des armements qui assureront notre sécurité dans le futur. Des incitations sont donc plus que jamais nécessaires pour que les Européens fassent l'acquisition en commun des capacités militaires dont ils ont un besoin urgent auprès de l'industrie de défense européenne, mais aussi pour consolider la coopération sur les programmes d'armement européens du futur.

Si les Européens veulent se doter des moyens durables de protéger leurs intérêts et leur continent, ils n'ont pas le choix : ils devront être côte à côte et investir ensemble.

# The Armament Industry European Research Group



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

ares@iris-france.org

[iris-france.org/ares](http://iris-france.org/ares)



Le groupe de recherche ARES est un réseau de spécialistes de haut niveau sur les thématiques de sécurité et de défense en Europe. Son objectif est de fournir un forum à la communauté européenne de l'armement, en réunissant les meilleurs spécialistes de la politique industrielle de défense, afin d'encourager une nouvelle réflexion stratégique dans ce domaine, de développer des propositions politiques innovantes et de mener des études pour les acteurs publics et privés.